

**Arrêté n° DDT/SEER/GMA/2023-052**

**reconnaissant l'existence et fixant les prescriptions spécifiques d'exploitation d'un plan d'eau  
sur les communes de Montrem et Coursac**

Le préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-3, R.214-39 et R.214-54 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin Isle Dronne approuvé le 02 août 2021 ;

Vu le dossier de déclaration d'existence déposé le 06 août 2023 et enregistré sous le numéro 24-2023-00077 ;

Vu le projet d'arrêté adressé pour avis au bénéficiaire le 17 août 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observation du bénéficiaire formulée par courriel en date du 21 août 2023 ;

Considérant que ce plan d'eau est implanté sur le bassin versant du ruisseau « Le Naussac » (masse d'eau FRFRR288C\_4), cours d'eau de 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole ;

Considérant la sensibilité du milieu vis-à-vis des opérations de vidange ;

Considérant que les modalités d'exploitation du plan d'eau doivent être réglementées pour garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et sauvegarder les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Dordogne ;

**ARRÊTE**

## Chapitre I<sup>er</sup> : OBJET

### Article 1<sup>er</sup> :

Monsieur GUILHEM Yannick, demeurant au 182 hameau de Breuilh à Montrem (24110), est autorisé à exploiter un plan d'eau sis sur la commune de Montrem (24110), section AN, parcelles n° 91, 92, 93 et 95, et sur la commune de Coursac (24430), section AS, parcelles n° 9 et 10, sous réserve des prescriptions fixées par le présent arrêté.

Un plan de situation et une carte représentant le plan d'eau sont joints en annexe 1 au présent arrêté.

L'ouvrage concerné est visé dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique associée, telle que définie au tableau annexé à l'article R.214-1 dudit code, est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.	Déclaration

## Chapitre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### Article 2 : Caractéristiques du plan d'eau

Communes	Montrem et Coursac	Lieux-dits	Laborde et La Font de l'Évêque
Année de création	1978	Situation cadastrale	AN 91, 92, 93, 95 et AS 9, 10
Surface	8 200 m <sup>2</sup>	Masse d'eau réceptrice	Le Naussac (1 <sup>ère</sup> catégorie piscicole)
Alimentation	Cours d'eau	Code masse d'eau	FRFRR288C_4
SEEF*	À mettre en place		

\*SEEF : Système d'Évacuation des Eaux de Fond

### Article 3 : Système d'évacuation des eaux de fond

Le plan d'eau est équipé de dispositifs (système du type moine, dérivation souterraine ou siphon) permettant que les eaux restituées au cours d'eau le soient dans des conditions de qualité et de température proches de celles du cours d'eau naturel.

Ce dispositif doit garantir en tout temps le maintien d'un débit minimum en aval de l'ouvrage conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement. Ce débit minimal est fixé à 2 L/seconde ou au débit entrant s'il est inférieur à ce seuil.

Le système d'évacuation des eaux de fond devra être opérationnel dans un délai de 1 an suivant la date de délivrance du présent arrêté.

#### **Article 4 : Vidange du plan d'eau**

Les plans d'eau qui comprennent une digue et qui ne sont pas alimentés directement par la nappe phréatique ou par ruissellement, doivent pouvoir être entièrement vidangés. La périodicité des vidanges n'excède pas 5 ans.

*Le débit de vidange est adapté à la capacité hydraulique du milieu récepteur afin de ne pas porter préjudice aux ouvrages publics et aux propriétés situés en aval.*

Les eaux de vidange s'écoulant directement, ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, la vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars. En fonction de la situation hydrologique des cours d'eau, le préfet peut localement modifier cette période, il convient de consulter le site internet des services de l'État en Dordogne afin de connaître les dispositions applicables (<https://www.dordogne.gouv.fr>).

Cette interdiction n'est pas applicable aux vidanges réalisées pour la récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, dès lors que la dernière vidange a été réalisée moins de trois ans auparavant.

Lorsque la dernière vidange réalisée pour la récolte de poissons remonte à plus de trois ans, le préfet peut déroger à l'interdiction, sur une partie de la période visée, sous condition de prescriptions particulières de mise en œuvre de dispositifs ou de modalités de vidange empêchant le colmatage ou la pollution du cours d'eau en aval. Le préfet peut déroger à l'interdiction sur toute la période en cas d'urgence.

#### Dispositions relatives à l'information du service chargé de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau est informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. À cette fin, l'exploitant du plan d'eau transmet une déclaration d'intention de vidange.

La première vidange du plan d'eau, réalisée suite à la notification du présent arrêté, fait préalablement l'objet d'une notice d'incidence transmise au minimum 2 mois avant le début de l'opération.

Les modèles de ces documents sont disponibles sur le site des services de l'État en Dordogne (<https://www.dordogne.gouv.fr>).

#### Dispositions relatives à la gestion des départs de sédiments

Les dispositifs limitant les départs des sédiments sont régulièrement entretenus et opérationnels lors de la vidange.

Pour réduire la mobilisation et l'entraînement des sédiments à l'aval du plan d'eau, le débit de vidange est contrôlé par manœuvre et surveillance des organes de vidange afin de limiter la vitesse d'abaissement du niveau d'eau du plan d'eau, voire d'arrêter momentanément la vidange.

#### Dispositions relatives à la qualité des eaux de vidange

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;
- teneur en oxygène dissous (O<sub>2</sub>) : supérieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort.

Les opérations de vidange sont réalisées sous la responsabilité du propriétaire qui doit prendre toutes les dispositions de surveillance et de mesures pour respecter ces valeurs.

L'exploitant est réputé respecter les valeurs de qualité fixées ci-dessus dès lors qu'il respecte une vitesse maximale d'abaissement de la ligne d'eau ne conduisant pas à dépasser le débit de plein bord du cours d'eau et qu'il dispose d'un système de décantation avant remise des eaux au cours d'eau. Dans le cas contraire, l'exploitant doit transmettre au service de la police de l'eau un protocole de suivi de la qualité des eaux rejetées.

#### Dispositions relatives à la gestion des espèces

Pour tous les plans d'eau, l'opération de vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux de la vidange, afin notamment d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur.

Les individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais.

Les espèces de plantes exotiques envahissantes sont détruites par divers moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux, notamment par curage, par mise à sec prolongée ou par des techniques spécifiques.

#### **Article 5 : Remplissage du plan d'eau**

Le remplissage du plan d'eau après l'opération de vidange est interdit au cours de la période allant du 15 juin au 30 septembre. En fonction de la situation hydrologique des cours d'eau, le préfet peut localement modifier cette période, il convient de consulter le site internet des services de l'État en Dordogne afin de connaître les dispositions applicables (<https://www.dordogne.gouv.fr>).

Le remplissage doit être progressif de façon à maintenir à l'aval du prélèvement le débit réservé fixé à l'article 3 du présent arrêté et permettant la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

#### **Article 6 : Empoisonnement du plan d'eau**

Si l'exploitant du plan d'eau souhaite empoisonner le plan d'eau, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées.

L'introduction d'individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes est interdite.

Il est interdit d'introduire dans le plan d'eau des poissons des espèces suivantes : brochet, sandre, black-bass, perche.

#### **Article 7 : Entretien du plan d'eau**

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus et les opérations de vidange régulièrement surveillées de manière à garantir le bon écoulement des eaux et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements.

L'exploitant entretient et maintient fonctionnels les dispositifs établis si nécessaire pour assurer ses obligations en matière de continuité écologique et de débit minimal restitué à l'aval.

L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau et ses abords, y compris la digue sur laquelle aucune végétation ligneuse ne doit être encouragée, et, le cas échéant, les dispositifs d'alimentation (partiteur, canaux de dérivation, etc.).

Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

**Article 8 : Incident**

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires, pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux ou la suspension de l'exploitation, afin de limiter les effets sur le milieu ou sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau.

**Article 9 : Suivi de la gestion du plan d'eau**

L'exploitant tient à jour un carnet de suivi de la gestion du plan d'eau et de ses vidanges. Il contient :

- l'ensemble des manœuvres de vannes effectuées ;
- les principales opérations d'entretien réalisées ;
- les incidents survenus et les mesures mises en œuvre pour les corriger ;
- les suivis associés aux opérations de vidange ;
- le descriptif des empoisonnements réalisés (espèces, quantités, provenance, etc.).

Ce carnet est tenu à la disposition des agents chargés des contrôles.

**Article 10 : Changement de bénéficiaire**

En cas de vente, le nouveau propriétaire devra signaler le changement de bénéficiaire au service en charge de la police de l'eau dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, conformément à article R.214-40-2 du code de l'environnement.

**Article 11 : Accès aux installations**

Les agents chargés des contrôles ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

**Article 12 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 13 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 14 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise aux mairies des communes où est situé l'étang, pour affichage pendant une durée d'un mois, pour information des tiers.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État en Dordogne (<https://www.dordogne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de 6 mois.

### **Article 15 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Bordeaux :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de sa publication ;
- par le permissionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

À peine d'irrecevabilité de tout recours à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de deux mois suivant la notification de celle-ci saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision de rejet.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 16 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Dordogne, les maires des communes de Montrem et Coursac, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne et notifié à Monsieur GUILHEM Yannick, en sa qualité de permissionnaire.

Périgueux, le 29 JUIN 2023

Pour le préfet et par délégation

La responsable du pôle  
Gestion des milieux aquatiques  
  
**Mathilde BALTERAK**

Liste des annexes :

- annexe 1 : plan de situation et carte représentant le plan d'eau



ANNEXE 1 – PLAN DE SITUATION ET CARTE



